

LA PLACE DES SYNDICATS...

Notre camarade Bergeron a, fort justement, consacré de nombreux articles à la "*place du syndicalisme dans la nation*".

Mais qu'est-ce que la nation?

Peut-être serait-il plus juste de s'interroger sur la situation des syndicats par rapport à l'Etat et à l'entreprise capitaliste.

Le problème est d'ailleurs de nouveau posé par le biais de l'épargne. Là, il faut le dire, nous touchons au sublime.

Diminuer encore le pouvoir d'achat des salariés en leur faisant miroiter un "*changement de condition*" (comme disent si élégamment nos modernistes pour qui la lutte de classe est dépassée) est assurément une idée géniale.

Il y a cependant une petite faille dans le calcul de ceux qui ont imaginé cette supercherie.

Les ouvriers ne sont pas des imbéciles et ne sauraient lâcher la proie pour l'ombre!

Et même; si quelqu'un d'entre eux, victimes des nombreuses techniques de propagande destinées à les mettre en condition se laissent aller à quelque illusion, la dure réalité quotidienne se chargerait de les ramener brutalement sur terre.

Que savent-ils de l'usine ceux qui s'imaginent par la vertu d'un chiffon de papier, faire des ouvriers des copropriétaires de l'entreprise capitaliste.

En quoi cette mirifique idée changera-t-elle le sort des ouvriers victimes de cadences de plus en plus rapides, soumis à une discipline de plus en plus astreignante, dont le pouvoir d'achat va sans cesse en se dégradant et menacés de chômage à cinquante ans, parce que usés prématurément à suer du profit pour la machine capitaliste?

Il faut l'inconscience, la naïveté ou la roublardise de nos preuds théoriciens pour s'imaginer que la situation du travailleur se sera améliorée parce que, par le truchement de son syndicat, il aurait accepté de renoncer au paiement immédiat de l'intégralité du salaire auquel il peut légitimement prétendre. Il n'aurait fait que perdre ce qui lui reste de dignité!

Il est parfaitement vain de penser qu'on pourra, par de simples astuces, changer quoique ce soit à la nature des rapports de classe.

La réalité demeure infiniment plus simplé: d'un côté les patrons, de l'autre les travailleurs.

En ce qui concerne la nature de l'Etat, les travailleurs ne peuvent, non plus, se bercer d'illusion!

Le rapide Paris-Milan déraile, il faut un responsable. Bien entendu, il est tout trouvé: le mécanicien ou l'aiguilleur!

Pour le Paris-Milan, c'est le mécanicien, il est arrêté MENOTTES AUX MAINS.

Les ouvriers de St-Mars-la-Jaille, victimes d'un patron qui se conduit comme un féodal se révoltent. Après plus d'un mois de grève, ils n'ont pas réussi à faire respecter la législation sur le droit syndical.

Ils cassent quelques carreaux. Traduits devant le *Tribunal de Grande Instance*, ils sont condamnés! Mais cela ne suffit pas au représentant de l'Etat qui fait appel à minima!

Pendant ce temps, M. BRAUD assouvit ses rancunes politiques en déménageant "*son usine*".

Impunément, il condamne ainsi toute une région au sous-emploi!

Que fait l'Etat si prompt à traîner les ouvriers devant sa justice?

Et puis une opération de ce genre coûte chère.

Qui paie?

Que font nos planificateurs? (syndicalistes compris!).

La cause est entendue!

La nature de l'Etat n'a pas, ne peut changer. Il demeure essentiellement l'instrument de coercition au service de la classe dirigeante.

Du même coup il situe notre place, celle de nos syndicats par rapport à l'Etat.

Nous sommes de l'autre côté de la barricade.

Cela n'exclut pas, bien sur, les nécessaires compromis que le rapport des forces commande.

Mais cela fixe une fois pour toutes les limites!

Alexandre HÉBERT.
